

DECLARATION LIMINAIRE

CHSCTSD DU 14.12.21

Les organisations syndicales membres du CHSCTSD dénoncent la gestion actuelle de l'épidémie dans les établissements et les écoles dans lesquelles le nombre de contaminations explose. Elles demandent de prendre en urgence des mesures permettant de garantir la santé des élèves, des personnels et des familles, et d'installer des modalités de gestion de la situation qui permettent à l'école et à ses personnels de tenir.

Alors que le pays est confronté à la 5ème vague de COVID19 et que les écoles contribuent fortement à cette reprise épidémique, le gouvernement a pris des mesures qui inquiètent et génèrent une importante désorganisation dans les écoles. Le passage du niveau 2 au niveau 3 du protocole sanitaire n'aura qu'un effet limité sur la circulation du virus dans celles-ci, ces mesures étant trop faibles au regard de la contamination installée avec des taux d'incidence chez les 6-10 ans jamais atteints auparavant et deux fois plus importants que l'ensemble de la population. Or, depuis le 29 novembre, lorsqu'un élève est signalé positif dans une classe, seul-es les élèves non testé-es négati-ve·fs sont isolé-es et la classe reste ouverte jusqu'à ce que 3 cas positifs soient découverts dans les 7 jours. Cette mesure ne prend pas en compte le temps d'incubation, la gestion efficace des tests sur 7 jours ni la gestion des cas extrascolaires.

Par ailleurs, cette gestion quotidienne des cas positifs dans les écoles devient extrêmement compliquée, voire impossible, pour les équipes pédagogiques, et singulièrement en leur sein les directeurs et directrices, qui doivent réagir à tout moment quand des cas positifs leur sont signalés. Cela génère des tensions. Plus globalement, la communauté éducative se heurte à de lourdes difficultés : parents d'élèves qui ne trouvent pas de créneau pour faire un test, délais très longs des laboratoires pour les réaliser dans les écoles mais aussi incompréhension des familles, gestion pédagogique très compliquée avec des retours au compte-goutte en classe. Enfin les enseignantes et les enseignants se retrouvent dans l'impossibilité d'assurer simultanément l'enseignement en présentiel et en distanciel comme il leur est demandé.

Malgré le changement de niveau du protocole, les organisations syndicales membres du CHSCTSD estiment que le gouvernement n'a toujours pas pris la complète mesure des enjeux de la prévention dans les écoles pour briser les chaînes de contamination. Par ailleurs, les équipes pédagogiques sont épuisées et il ne leur assure pas des conditions de travail afin qu'elles puissent assurer pleinement leur mission d'éducation.

Sur un temps plus long, et afin que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets d'ici quelques semaines lors d'une prochaine vague épidémique, les organisations syndicales membres du CHSCTSD demandent à ce que soit acté un plan d'investissement exceptionnel dans les écoles. Un plan qui devrait améliorer l'aération mécanique des locaux scolaires et doter les écoles en personnels statutaires suffisants, enseignants et non enseignants, pour abaisser les effectifs et pourvoir aux remplacements et permettre de sortir les personnels de la situation délétère de surcharge de travail induite par la pandémie.